



Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 2, n° 1 | Mars 2011

Facteur 4

Jean Gadrey, *Adieu à la croissance. Bien vivre dans un monde solidaire*, Paris, Les petits matins / Alternatives économiques, 2010, 192 pages.

Bertrand Zuindeau



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/8898>

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Bertrand Zuindeau, « Jean Gadrey, *Adieu à la croissance. Bien vivre dans un monde solidaire*, Paris, Les petits matins / Alternatives économiques, 2010, 192 pages. », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 2, n° 1 | Mars 2011, mis en ligne le 23 mars 2011, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/8898>

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.



Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Jean Gadrey, *Adieu à la croissance.
Bien vivre dans un monde solidaire*,
Paris, Les petits matins /
Alternatives économiques, 2010, 192
pages.

Bertrand Zuindeau



- 1 Tout ramène à la croissance. Que des difficultés sociales apparaissent et la croissance économique paraît la solution la plus naturelle qui soit. Que la croissance s'avère prédatrice vis-à-vis de l'environnement et l'on recherche alors des formes qui assureraient une heureuse conciliation : croissance verte, croissance durable... Le progrès, le développement se distinguent, certes, de la croissance, mais semblent devoir l'inclure nécessairement. Référence inévitable, attracteur quelque peu étrange, la croissance est même mise en exergue pour être critiquée, lorsque ses contempteurs prônent la décroissance.
- 2 Dans ce contexte unanimiste, le dernier livre de Jean Gadrey s'attaque vigoureusement à la croissance et surtout au mythe dont elle est porteuse. Il dénonce cette « *croyance, culte, baume miracle pour tout panser sans avoir à penser* » (p. 11). Plutôt que de s'inscrire dans le courant actuel de la décroissance, il paraît davantage se situer dans un au-delà de la croissance ; ou encore – pour reprendre une expression du titre de la deuxième partie – il en appelle à « une société post-croissance ».
- 3 En une vingtaine de chapitres courts et incisifs, l'auteur s'emploie : 1 – à déceler les nombreux effets pervers de la croissance économique ; 2 – à montrer les limites des tentatives visant à dépasser ces effets pervers, notamment la supposée « croissance verte » ; 3 – à proposer un contenu pour une société post-croissance, qui serait à la fois soutenable et désirable. Remarquons, en l'occurrence, que la partie « propositions » occupe une place majeure dans l'ouvrage.
- 4 Au titre des effets négatifs de la croissance, on trouve, en premier lieu, les incidences défavorables sur l'environnement. Pour bon nombre d'indicateurs (gaz carbonique, empreinte écologique...), une corrélation forte et positive – en l'occurrence défavorable sur l'environnement – peut aisément être mise en évidence. Un certain nombre de seuils sont dépassés ou sont proches de l'être : diminution de l'ozone stratosphérique, acidification des océans, biodiversité...
- 5 Mais la croissance économique n'est pas, par ailleurs, le corollaire nécessaire du bonheur individuel : au contraire, le « mieux-être » paraît déconnecté du « plus-avoir ». On observe, en tout cas, que pour plusieurs indicateurs (satisfaction de vie quotidienne, espérance de vie, éducation...), il n'y a plus de corrélation au-delà d'un PIB par habitant de l'ordre de 12-18.000 dollars (cela varie selon les indicateurs).
- 6 La solution serait-elle de verdir la croissance, de la rendre compatible avec l'environnement ? Le livre de Jean Gadrey met en évidence les difficultés de cette suggestion de « faux bon sens ». Il montre combien les nouvelles technologies, supposées nous affranchir des modes économiques prédateurs de la nature, sont en réalité porteurs d'incidences environnementales négatives : qu'un ordinateur de bureau, par exemple, « pèse » déjà, pour sa production et son transport (et donc indépendamment de son utilisation ultérieure), 1,3 tonne de CO₂. Et quant à la supposée « économie immatérielle », elle est, à bien des égards, matérielle dans ses conséquences, en tout cas à l'origine de quantité d'activités connexes non neutres sur l'environnement : équipements, transport, réseaux...
- 7 Si la croissance économique apporte ainsi plus de problèmes que de solutions, s'il n'est pas possible de la corriger aisément de ses conséquences négatives, c'est elle, dans son existence même, qui doit être mise en question. Aussi, « *la thèse centrale* [du livre de Jean Gadrey] *est qu'une société post-croissance est non seulement une nécessité, mais que, moyennant une redéfinition des priorités, elle correspond à une perspective désirable et crédible de progrès*

social et de développement humain » (p. 71). Une première orientation nécessaire est de « cesser la course à la productivité », voire, aussi paradoxal que cela paraisse, de « *réduire la productivité dans de nombreux services* » (p. 82), dès lors que fréquemment l'amélioration supposée de la productivité des services correspond à une altération de la qualité de la prestation (par exemple, réduction des normes de temps passé auprès des personnes âgées dans le cadre de services à domicile). Le contenu en emploi de la production est ainsi à améliorer en promouvant, bien sûr, des « emplois de la durabilité ». Jean Gadrey met en avant l'exemple de l'agriculture : une agriculture biologique serait forte d'un potentiel d'emplois supplémentaires de 300 à 400.000, sous réserve que le différentiel de prix avec les produits de l'agriculture industrielle puisse se réduire, ce que plusieurs arguments permettent d'accréditer. Prolongeant l'exercice de prospective, il indique les secteurs qui pourraient être, plus ou moins fortement créateurs d'emplois (énergie, bâtiment, réparation-recyclage, location équipements et véhicules, services à l'enfance et aux personnes âgées, administrations publiques, notamment locales...) et ceux qui seraient appelés à régresser (pêche, banque-assurance-immobilier, industrie manufacturière et transports en partie...).

- 8 La suite de l'ouvrage s'emploie à préciser les « plus » d'une société de bien-vivre : « *plus de biens et de services publics associés à des droits universels (...), plus d'activités et de services où l'on prend soin des gens et de leurs droits (...), plus de logements sociaux de qualité (...), plus de biens qui durent longtemps et qu'on peut réparer (...)* » (p. 130-131) etc. ; la liste est longue et précisément renseignée. Et comme il ne s'agit pas d'accorder des avantages sans jauger les besoins financiers nécessaires pour le permettre, l'auteur explore aussi les voies financières qui lui semblent souhaitables. En l'occurrence, puisque de croissance monétaire il n'est plus question, Jean Gadrey se tourne vers la solution de la « *redistribution solidaire* ». À contre-courant du discours libéral dominant, et chiffres à l'appui, il s'exclame : « *Il y a bel et bien des 'trésors cachés'* » (p. 180). Ainsi, 10% des revenus des 10% les plus riches, soit 20 milliards d'euros, permettraient d'améliorer le sort des 20% les plus démunis, au point d'éradiquer la pauvreté en France. Or, 20 milliards d'euros, c'est ce dont ont bénéficié les 10% les plus riches depuis 2000, sur le seul impôt sur le revenu !
- 9 Mais le petit (par le format) livre de Jean Gadrey ne s'arrête pas là et contient quantité de réflexions et propositions en lien avec cette société post-croissance appelée de ses vœux. Sont ainsi passés en revue : la situation des pays pauvres et l'enjeu d'un partage mondial des richesses, la question des retraites, la nature du capitalisme à l'aune de la post-croissance, l'importance de la société civile pour les nouvelles politiques, l'économie sociale et solidaire, la gratuité et les monnaies complémentaires, la socialisation de la finance, et bien d'autres...
- 10 Avec les échecs patents de la croissance économique, mais aussi avec l'expectative censée qu'elle sera, de toute façon compromise, pour les années à venir, du moins dans nos économies occidentales, le livre de Jean Gadrey constitue une contribution essentielle à la voie alternative que pourrait constituer une société de post-croissance. Et puisque ce livre est destiné au débat, avançons deux questionnements qui sont nés à sa lecture.
- 11 1) Si la sémantique est importante et rend notamment préférable la « *post-croissance* » à la « *décroissance* », on peut peut-être alors s'arrêter sur un autre terme employé dans le livre : celui de « *désirable* », par exemple dans l'expression « *société désirable* » (Cf. titre de la troisième partie). Jean Gadrey n'a certes pas la primeur d'une telle épithète que l'on retrouve, par exemple, dans l'expression « *développement désirable* » en contrepoint de

cette autre (et jouant sur l'assonance) « *développement durable* », jugée bien peu « *folichonne* » et pas suffisamment mobilisatrice auprès du grand public. Cela pourrait paraître évident et guère sujet à critique qu'il faille « *désirer* » le développement ou la société à venir. Cependant, le terme « *désirable* » n'est pas neutre et est entaché de connotations particulières qui pourraient susciter des ambiguïtés. Le désir, pour le moins, n'est pas le besoin. Si l'indigent a besoin de s'alimenter, le riche peut désirer une « *grosse bagnole* ». Les fondements du désir sont foncièrement individuels et subjectifs, quand bien même des variables sociales les influenceraient plus ou moins sensiblement. Le capitalisme, d'ailleurs, ne s'y est pas trompé, lui qui joue sur les désirs, les construit dans une large mesure, et en profite. Il suffit d'ailleurs de citer Jean Gadrey lui-même sur ce point (p. 157) : « *Le capitalisme a besoin de susciter sans cesse des désirs de possession de marchandises en faisant passer le futile pour l'utile et les pulsions pour des besoins (...)* ». Parler de désirs peut créer des malentendus, car ce qui est désiré par les individus risque de ne pas être soutenable. Et, à l'inverse, le soutenable ne sera pas désiré. Plus qu'une société désirable, le but ne serait-il pas plutôt la construction collective d'une « *société estimée bonne* » dans les limites de la soutenabilité ?

- 12 2) Le deuxième questionnement touche davantage au fond et non à la formulation. Il concerne la capacité d'un pays à mettre en œuvre un nouveau modèle de société, de type post-croissance, dans un ensemble qui demeurerait marqué par le sceau de la croissance et serait régi selon la loi de la compétitivité internationale. L'objection a déjà été faite par Denis Clerc à Jean Gadrey et celui-ci y répond sur son blog¹. Plus précisément, la critique insiste sur les risques présentés par un exode des hauts revenus et par des délocalisations en recherche de coûts salariaux faibles. On pourrait, je pense, y ajouter les conséquences défavorables d'une hausse du prix de certains biens et services, désormais produits selon des normes environnementales et sociales plus exigeantes et susceptibles de rendre plus attractives les productions étrangères. La réponse apportée par Jean Gadrey est le constat de pays caractérisés par des rémunérations relativement élevées de leurs salariés, y compris des moins qualifiés, tout en disposant d'économies très ouvertes sur l'extérieur. Et l'auteur fait notamment référence à la Suède. Il est probable ainsi que la recherche d'une société marquée par le « mieux-être » et non le « plus avoir » ne saurait obliger à l'isolationnisme. Cependant, ne faut-il pas pousser la réflexion et, de la même manière que la reconnaissance des limites écologiques et des effets pervers de la croissance économique conduit à remettre en cause cette dernière, les effets négatifs de la mondialisation ne devraient-ils pas remettre en cause cette même mondialisation ? Comme la croissance, le registre de la mondialisation est l'objet de tabous extrêmement tenaces. Elle paraît devoir aller de soi ; elle est présentée comme un mouvement naturel auquel il serait tout à la fois absurde et vain de s'opposer. Au contraire, autosuffisance et protectionnisme sont généralement discrédités : au mieux passésistes, au pire associés à un nationalisme xénophobe. Pourtant, une appréciation à l'aune du développement durable aide à mettre en exergue les aspects négatifs de la mondialisation : coûts environnementaux liés au transport, vulnérabilités liées à la spécialisation, freins à l'amélioration des normes du fait d'une concurrence exacerbée entre territoires... À l'inverse, et en positif, le développement durable fait montre de formes de reterritorialisation économique prometteuses, peut-être annonciatrices d'un renouveau de « l'économie territoriale » : circuits courts en agriculture, écologie industrielle... Par ailleurs, les réflexions se multiplient quant à la mise en place de « mesures d'ajustement aux frontières » pour faire face aux situations de politiques non concertées dans le domaine de l'environnement, en pensant en particulier à la lutte contre le changement

climatique². Pour autant, le territoire du développement durable (ou d'une société de « post-croissance ») n'est pas déterminé de manière univoque. Sur ce plan aussi, les scénarios sont pluriels et marient l'altermondialisation et le retour vers le local, tout en s'interrogeant sur la pertinence d'espaces de régulation nationaux. On ne peut évidemment faire le reproche à Jean Gadrey de n'avoir pas traité cette question qui mériterait un ouvrage à part entière : pourquoi pas alors « *Un adieu à la mondialisation* » ?

NOTES

1. <http://alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey/2010/10/04/ciel-nos-riches-et-nos-entreprises-vont-partir/>
 2. Citons, à cet égard, la référence très récente : *Économie du climat. Pistes pour l'après-Kyoto*, d'Olivier Godard et Jean-Pierre Ponsard (éd.), Les éditions de l'École Polytechnique, Palaiseau, 2011.
-

AUTEUR

BERTRAND ZUINDEAU

Bertrand Zuindeau est Maître de conférences HDR, économie, Université Lille 1, CLERSÉ (UMR 8019, CNRS-Univ. Lille1). Il est le co-fondateur de la revue Développement durable et territoires et le Président de l'association Développement durable et territoires.